

Concours : 3^e concours

Epreuve : Cas pratique de droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1

Le code de procédure pénale prévoit le principe de liberté de la preuve à l'article 427. Ce principe s'applique toutefois au regard de celui de la liberté de la preuve qui est prévu à l'article préliminaire du code de procédure pénale et à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, à travers le droit au procès équitable inscrit à ces articles.

La jurisprudence distingue ainsi la provocation à la commission de l'infraction de la provocation à la preuve, la première étant interdite et la seconde autorisée si elle ne porte pas atteinte à un des droits fondamentaux de la personne.

Ainsi, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), par un arrêt de Grande chambre du 5 février 2008, a pu juger que l'intervention de policiers avait provoqué la commission d'une infraction car sans leurs agissements le requérant ne l'aurait pas commise (Lamatschuk c/ Ukraine).

Elle admet en revanche la provocation à la preuve lorsque les agissements des policiers ont permis de révéler la preuve d'une infraction qui préexistait à

leur intervention (juin 2016 arrêt Guerni c/ Belgique)

La jurisprudence de la Cour de Cassation a de son côté posé la distinction entre l'exigence du principe de loyauté selon que la preuve est apportée par une partie privée ou par les autorités judiciaires.

Concernant les parties privées, il a ainsi été jugé valable qu'elles produisent une preuve contenue dans un enregistrement effectué même de façon déloyale (juin 3-1^{er} janv 2012, juin 11 janv 1992) dès lors qu'aucune intervention directe ou indirecte de l'autorité publique n'est intervenu dans sa confection et que cette preuve n'est pas émise de façon contradictoire.

En revanche, par un arrêt d'assemblée plénière du 6 mars 2015, la Cour de Cassation a jugé que le fait de sonner deux cellules contiguës de garde à vue dans lesquelles des prévenus étaient placés, participant d'un procédé déloyal de recherche de la preuve car il portait atteinte au droit de ne pas s'incriminer soi-même en garde à vue.

Un arrêt du 20 décembre 2019 de la chambre civile de la Cour de Cassation a jugé que l'enregistrement des conversations entre un suspect et un officier de police judiciaire sous pseudonyme était en revanche une preuve loyale et régulière dans la mesure où l'intervention du policier n'avait fait que révéler l'infraction déjà commise et que, même s'il avait été à l'origine de certains appels, il s'agissait de la continuité de l'infraction initiée sans son intervention.

L'article 220-46 du code de procédure pénale prévoit la possibilité pour les officiers de police judiciaire, de participer à des échanges électroniques avec des personnes susceptibles d'être auteurs de crime ou de délit aux fins de constater les

infractions. Les officiers ou agents de police judiciaire doivent être habilités et agir sous le contrôle du procureur ou du juge d'instruction. Le procureur doit avoir autorisé cette enquête sous pseudonyme, par tous moyens, à peine de nullité.

En l'espèce, l'officier de police judiciaire utilise un pseudonyme et se fait passer pour le représentant de Victor Dubois, le procureur étant aisé.

On peut en déduire que l'autorisation du procureur est accordée.

Le policier enquête sur des faits d'extorsion qui sont au même titre un délit, l'infraction est dans le champ prévu par l'article 230-46 du csp.

Enfin, c'est une certaine Sandrine qui le contacte le 25 octobre 2019, elle prend donc l'initiative des premières tractations. Même si le policier effectue par la suite plusieurs appels à son initiative on peut considérer qu'il s'agit de poursuivre la provocation et la preuve d'une infraction déjà commencée qui se poursuit. Il n'y a donc pas de déloyauté de la part du policier ici.

L'article 230-46 prévoit la possibilité d'enregistrer les preuves.

L'enregistrement de ces échanges dans ce cadre est donc légal.

De même, le rendez-vous proposé par le policier le 20 novembre au prétexte de discuter de la question financière avec Nicolas Martin est une suite de l'enquête initiée aux fins de provocation à la perpétration d'une infraction commencée sans son initiative. Il n'y a donc pas de déloyauté dans cette procédure concernant les actes du policier.

Question 2

1) Le non respect des obligations de contrôle judiciaire de Sandrine Bernard

L'article 141-2 du code de procédure pénale dispose que la personne soumise en examen qui se soustrait volontairement à ses obligations de contrôle judiciaire peut faire l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'amener de la part du juge d'instruction.

Le juge d'instruction peut aussi saisir le juge des libertés et de la détention par ordonnance motivée aux fins de placement en détention provisoire.

Quelle que soit la fin d'emprisonnement encourue, le juge des libertés et de la détention peut décerner un mandat de dépôt en cas de la détention provisoire de cette personne.

En l'espèce, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt ou d'amener à l'encontre de Sandrine Bernard qui s'est volontairement soustrait aux obligations de son contrôle judiciaire en ne respectant aucune des obligations fixées.

Le mandat d'amener sera transmis à la force publique qui aura ordre, ainsi, de conduire la personne devant le juge d'instruction (article 122 du code de procédure pénale).

Le mandat d'arrêt est l'ordre donné de rechercher la personne et de la conduire devant le juge d'instruction (même article).

Selon que Sandrine Bernard est localisée, qu'on adhère ou comme ou non, il conviendra de choisir l'un ou l'autre de ces mandats.

Concours : 3e concours

Epreuve : Cas pratique de droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



2. L'incidence de la réincarcération sur les délais de la détention provisoire.

La réincarcération de S. Bernard pourra être effectuée conformément à l'article 141-2 du code de procédure pénale qui prévoit cette possibilité en cas de non respect des obligations du contrôle judiciaire.

La durée de cette réincarcération s'ajoutera à la durée de la précédente détention provisoire de Sandrine Bernard. (Crim 22 juin 1981)

La qualification retenue étant criminelle (association de malfaiteurs et extorsion en bande organisée) la durée de la détention provisoire pourra donc être de un an maximum selon l'article 145-2 du code de procédure pénale. À l'expiration de ce délai, le juge des libertés et de la détention pourra prolonger cette détention pour une durée de 6 mois maximum par ordonnance motivée.

Question 3.

Rictor Dubois, le plaignant, a indiqué aux enquêteurs qu'un groupe d'individus dont faisait notamment partie Nicolas Martin, agissait avec d'autres entreprises comme avec la sienne.

Pour poursuivre les investigations concernant ces individus dans le cadre d'une information sous la qualification d'extension des bandes organisées et association de malfaiteurs, le procureur a deux possibilités :

L'article 80 du code de procédure pénale dispose que le réquisitoire du procureur de la République peut être pris contre personne nommée, et dénommée. En revanche, le juge d'instruction est saisi in rem, c'est-à-dire de fait visés dans le réquisitoire du procureur :

- En l'espèce, le procureur pourra requérir du juge d'instruction qu'il informe sur ces nouveaux faits, contre Nicolas Martin et contre X, par réquisitoire supplétif.

- Il pourra aussi saisir la juridiction d'instruction par réquisitoire d'introduction d'instance, d'une nouvelle ouverture d'information judiciaire contre Nicolas Martin et contre X.

S'il s'agit d'un réquisitoire supplétif, la durée de la détention préventive légale concernant Nicolas Martin, dans le cas où il serait mis en examen pour ces faits distincts, sera la même qu'il encombait déjà.

S'il s'agit d'une nouvelle information judiciaire, la durée de la détention préventive pourra s'additionner

Question 4

La bande organisée est définie par l'article 132-71 du code pénal comme tout groupement formé ou entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un fait matériel, d'une ou plusieurs infractions.

L'association de malfaiteurs est définie par l'article 450-1 du code pénal par tout groupement formé ou entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un fait matériel, d'une ou plusieurs crimes ou délits puis d'un moins 5 ans d'imprescrption.

La jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 8 juillet 2015 précise la différence entre la qualification de bande organisée qui suppose la préméditation des infractions, et une organisation structurée entre ses membres, et celle d'association de malfaiteurs qui ne nécessite pas ces conditions.

En vertu du principe non bis in idem, les faits qui procèdent de manière indissociable d'une action unique caractérisée par une seule intention coupable ne peuvent être retenus comme éléments constitutifs d'une infraction et comme circonstance aggravante d'une autre infraction, selon l'arrêt de la chambre criminelle du 16 mai 2018.

La bande organisée est une circonstance aggravante réelle, qui a trait aux conditions dans lesquelles l'infraction a été commise (Crim 11 janvier 2017).

En l'espèce, la qualification d'extorsion en bande organisée retenue à l'encontre d'une gangue d'individus, est une circonstance aggravante de l'infraction d'extorsion.

Le motif est bien l'intention

d'obtenir par la violence ou la force une remise de fonds auprès d'autres entreprises en le menaçant de destruction ou d'incendie.

L'association de malfaiteurs s'achève ici au groupe d'individus qui ont pour intention d'obtenir par la violence ou la force une remise de fonds auprès d'autres entreprises.

On ne peut distinguer deux intentions distinctes concernant ces faits. Il s'agit donc d'une seule intention qui justifie de ne pas pouvoir retenir la double qualification d'extorsion en bande organisée et d'association de malfaiteurs.

Par ailleurs, l'organisation de l'entente formée entre ces individus nicésains pour extorquer les entreprises et commettre les faits de violence, ainsi que la préméditation nécessaire à la commission de ces violences, imputent à certains la qualification d'extorsion en bande organisée.

Question 5.

La qualification des faits peut être changée par la juridiction de jugement à condition qu'elle soit saisie par le titre initial de la poursuite de tous les éléments de fait du délit qu'il s'agit de substituer à celui qui était poursuivi (Crim. 13 août 1886)

Les éléments de fait de l'extorsion en bande organisée sont compris dans la conception de cette infraction. Cette condition est donc remplie.

La jurisprudence du 3 mai 1992 de la chambre criminelle précise que l'élément qui

Concours : 3e concours

Epreuve : Cas pratique de droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



était déféré comme auteur peut être condamné comme complice.

La jurisprudence du 17 octobre 2001 (Crim) précise que cette possibilité est à la condition que le prévenu ait été en mesure de se défendre sur cette nouvelle qualification.

Compte tenu de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, précisant ainsi que le prévenu doit pouvoir présenter sa défense sur la nouvelle qualification (Crim 16 mai 2001), ainsi que la partie civile doit pouvoir s'expliquer (Crim 17 janvier 2015).

En l'espèce, la requalification des faits en complicité contre Sandrine, peut être valable, a nécessairement dû lui être soumise lors des débats, de façon à ce qu'elle puisse s'expliquer sur cette qualification, ainsi que la partie civile.

N°

.../...

